

A la veille de la première phase de sa conférence du consensus

Le FFS réunit le conseil national les 23 et 24 janvier

Page 3

En grève depuis plusieurs mois à Béjaïa Le spectre de l'année blanche plane sur l'université

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3462 - Jeudi 15 janvier 2015 - Prix : 10 DA

Une semaine après la reprise des affrontements

Calme précaire à Ghardaïa

Page 2



Ils préparaient des attentats à travers le pays

Douze terroristes mis hors d'état de nuire par l'ANP

Page 4

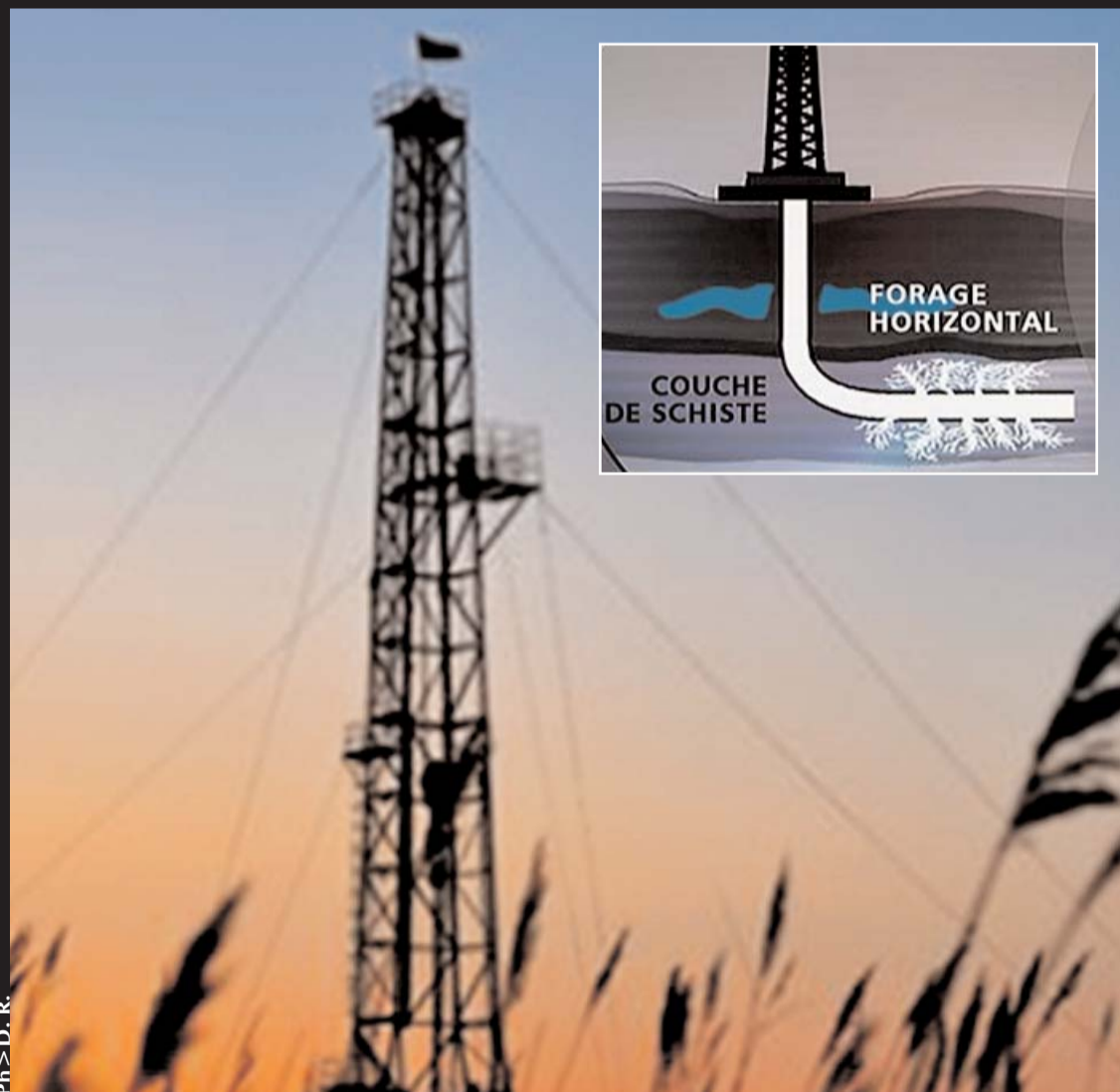
Etat de siège

Par Mohamed Habili

Avec d'une part 10 000 soldats et d'autre part 5 000 policiers, préposés à la surveillance de points pouvant faire l'objet d'attaques terroristes dans Paris et dans le reste de la France, on peut se demander s'il ne s'agit pas là en réalité d'un dispositif propre à l'état de siège, à qui il ne manque toutefois qu'une seule chose : d'être proclamé comme tel. Il n'y a pas d'ailleurs que ce déploiement de forces qui sorte de l'ordinaire. De mémoire d'homme on n'a vu un Premier ministre français longuement applaudi sur tous les bancs de l'Assemblée comme le fut avant-hier Manuel Valls lors de la séance convoquée en hommage aux victimes des récents attentats. Dans les pires moments de la décennie noire, la classe politique algérienne n'avait offert ce spectacle d'unité face au terrorisme, qui pourtant était d'une bien plus grande dimension que celui auquel la France est en butte aujourd'hui. En fait, c'est tout le contraire qui se produisait à chaque regain de terrorisme. C'était inmanquablement le moment que choisissait ce qui s'appelait alors l'opposition véritable, regroupant les partis et organisations signataires du Contrat de Rome, pour exiger l'ouverture du dialogue avec le terrorisme, c'est-à-dire la reddition devant lui. 17 personnes sont tombées dans Paris sous les balles du terrorisme, et c'est quasiment l'ensemble des Français qui se sont aussitôt dressés derrière leurs représentants pour dire leur indignation, renouveler le pacte national, réaffirmer leur volonté de vivre ensemble dans la paix. **Suite en page 3**

L'Etat face à la protestation

«Il serait irresponsable» de ne pas exploiter le schiste



Le conseiller du ministère de l'Energie se veut rassurant vis-à-vis des populations qui s'inquiètent des «retombées négatives» que cette exploitation pourrait entraîner sur leur environnement et leur santé. Tant pour la protection des nappes phréatiques qu'en ce qui concerne les risques de tremblements de terre que pourrait, selon eux, entraîner la fracturation destinée à produire ces hydrocarbures, il estime qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter. **Lire page 2**

Chute des prix du pétrole

Algérie et Venezuela cherchent une solution consensuelle

Page 3

Festival CirtaZik à Constantine

Une édition cent pour cent algérienne

Page 13

Vieux bâti à Alger 700 milliards pour réhabiliter la capitale

La réhabilitation du centre urbain historique constitue l'un des principaux axes d'études du plan stratégique de développement de la wilaya d'Alger à l'horizon 2029. Ce plan résulte des études de révision du PDAU et d'aménagement de la baie d'Alger qui ont défini, dans le cadre du plan blanc, la réhabilitation de l'hyper centre d'Alger comme projet prioritaire.

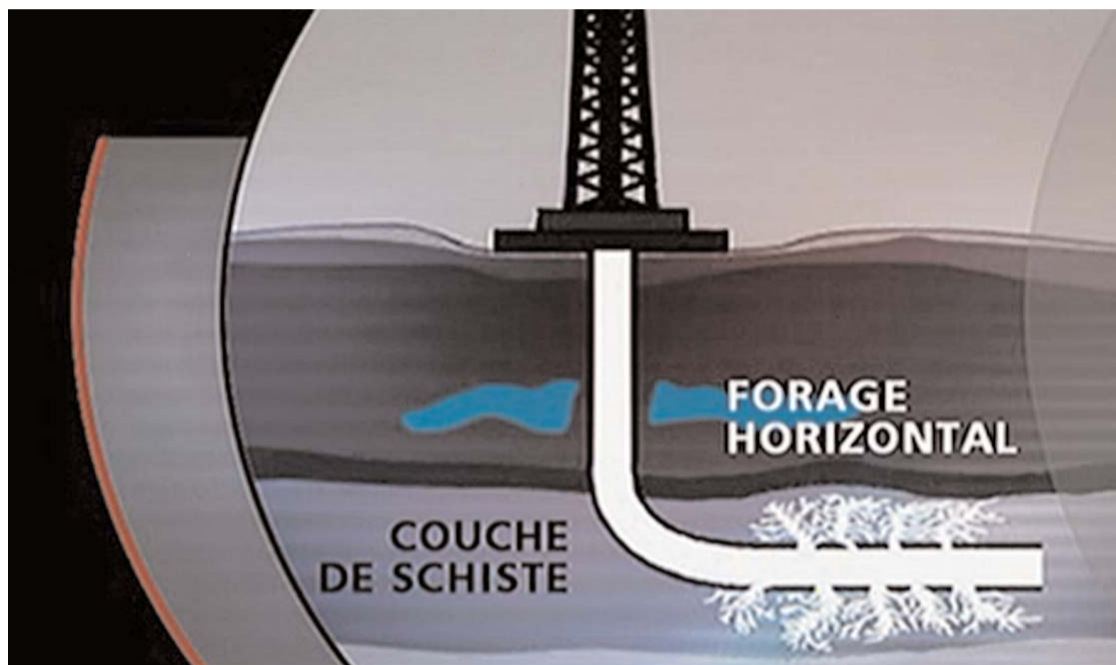
Une enveloppe financière d'un montant de 700 milliards de centimes a été dégagée pour la réhabilitation de 792 immeubles comprenant 13 791 logements sur la capitale. Cette information a été donnée hier par le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, lors d'une conférence de presse suite à sa visite au niveau des chantiers concernés par les travaux de réhabilitation du vieux bâti. Lors de sa visite aux communes de Sidi M'hamed, Bir Mourad Rais, Hussein Dey, Alger-Centre, le wali d'Alger a constaté un certain retard dans les travaux de réhabilitation dans quelques communes, tel que l'immeuble situé au boulevard colonel Amirouche, pris en charge par une société portugaise. Le wali d'Alger a appelé les entreprises spécialisées dans la restauration du bâti à faire preuve de plus de rigueur et à accélérer les travaux afin de respecter le délai contractuel prévu. Abdelkader Zoukh a souligné que la réhabilitation des terrasses, des cages d'escaliers, des façades des bâtisses, et la reconstruction des ascenseurs ainsi que la préservation du patrimoine, est l'une des priorités de ce projet. Par ailleurs, pour les études diagnostiques et socio-économiques du parc immobilier de 14 communes de l'hyper centre d'Alger, la première tranche a été élaborée par le CTC et le Ceneap au niveau de 7 communes (Alger-Centre, Sidi-M'hamed, El-Madania, Belouizdad, Hussein Dey, Bab-el-Oued et El Harrach) dans le cadre d'un financement émanant du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, à concurrence de 60 millions de DA pour 17 617 batisses comprenant 78 445 logements. La deuxième enveloppe de 120 millions de DA vient d'être débloquée par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville pour le lancement des études diagnostiques techniques et socio-économiques du parc immobilier des 7 communes restantes de l'hyper centre d'Alger (Rais-Hamidou, Bologhine, Casbah, Oued-Koriche, El-Biar, El-Mouradia et Kouba).

Sarah Harchaoui

L'Etat face à la protestation

«Il serait irresponsable» de ne pas exploiter le schiste

■ Le conseiller du ministère de l'Energie se veut rassurant vis-à-vis des populations qui s'inquiètent des «retombées négatives» que cette exploitation pourrait entraîner sur leur environnement et leur santé. Tant pour la protection des nappes phréatiques qu'en ce qui concerne les risques de tremblements de terre que pourrait, selon eux, entraîner la fracturation destinée à produire ces hydrocarbures, il estime qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter.



Par Meriem Benchaouia

Malgré les critiques et le mouvement de protestation enclenché depuis une quinzaine de jours par la population du Sud contre l'exploitation du gaz de schiste dans cette région, l'Etat persiste et signe. En effet, le gouvernement ne recule pas et continue de défendre le dossier. La confirmation vient de Ali Hached, conseiller du ministre de l'énergie, qui voit en l'exploration des ressources schisteuses «une véritable révolution économique». Pour lui, «l'Algérie ne peut pas rester en marge de cette technologie». «L'Algérie possède des réserves extrêmement importantes et elle est appelée à devenir l'un des plus grands producteurs de gaz de schiste sur le marché international. Il serait irresponsable de ne pas envisager l'exploitation de cette richesse», a-t-il expliqué.

S'exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, le conseiller du ministère se veut rassurant vis-à-vis des populations qui s'inquiètent des «retombées négatives» que cette exploitation pourrait entraîner sur leur environnement et leur santé. Tant pour la protection des nappes phréatiques qu'en ce qui concerne les risques de tremblements de terre que pourrait, selon eux, entraîner la fracturation destinée à produire ces hydrocarbures, il estime qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter. Pour preuve, il cite l'exemple des Etats-Unis qui «produisent, dit-il, plusieurs centaines de milliards de m³ de pétrole et de gaz» en utilisant cette technique. M. Hached prédit encore que l'exploitation de cette richesse non conventionnelle, «dans la région où la polémique a lieu aujourd'hui», «va avoir un impact énorme à travers la création de milliers d'emplois».

Rappelant que le pays

consomme quelque 37 milliards de m³/an de gaz conventionnel, l'invité considère nécessaire d'assurer ses besoins énergétiques sur le «très long terme», ses réserves étant amenées à s'épuiser. Tout comme l'avait reconnu, récemment, le P-DG de Sonatrach, M. Hached admet, à son tour, que si des craintes se sont fait jour après l'annonce de l'exploitation du gaz de schiste «c'est parce que, relève-t-il, l'ensemble des acteurs concernés ont insuffisamment communiqué». «Il est indispensable, ajoute-t-il, que les gens puissent comprendre les enjeux qui sont derrière ce nouveau type d'exploitation des hydrocarbures». En réponse à une question relative à l'exploitation de l'énergie solaire dont l'Algérie possède de considérables potentialités, le conseiller du ministre de l'Energie explique qu'il ne s'agit pas d'un choix par rapport à un

autre mais d'une complémentarité entre divers types d'énergie. Il signale, à cet effet, qu'un programme de développement des énergies renouvelables, étalé dans le temps, est en train de se mettre en œuvre. Concernant la politique énergétique mise en place par l'Etat, M. Hached affirme qu'elle va au-delà de l'horizon 2040 et qu'elle englobe l'ensemble des capacités disponibles (pétrolières, gazières, solaires, éoliennes, nucléaires ou géothermiques).

La protestation s'étend à El-Bayadh

La vaste vague de contestation contre le gaz de schiste est loin de s'essouffler après une quinzaine de jours de mobilisation. Initié par la population d'In Salah à l'entame de la nouvelle année, le mouvement a été rallié par des milliers de citoyens et s'étend à d'autres régions du pays, une manifestation a été initiée à Labiodh Sidi Cheikh (100 km au sud El-Bayadh). Ainsi, une marche pacifique, à laquelle ont pris part des membres du mouvement associatif, a été organisée dans cette localité. Plus d'une centaine de personnes, en majorité des jeunes, ont pris part à cette marche qui s'est ébranlée du quartier Ksar El-Gharbi vers le siège de l'APC, où il a été procédé à la lecture d'une motion demandant la «suspension» de l'exploitation du gaz de schiste. Les protestataires ont également formulé une série de revendications sociales, dont celles de trouver des solutions aux problèmes de développement dans la commune, avant de se disperser dans le calme. **M. B.**

Une semaine après la reprise des affrontements

Calme précaire à Ghardaïa

Après plusieurs jours d'affrontements entre jeunes et éléments d'intervention rapide de la Gendarmerie nationale, un calme «précaire» est revenu depuis lundi dans la ville de Ghardaïa, ont confirmé, hier, des membres des deux communautés.

Joint par téléphone, Bouamar Bouhafs, président du Conseil de la fédération du Chaamba; a fait savoir que «la population reprend une vie normale maintenant que les affrontements ont cessé». Selon notre interlocuteur, le calme est, certes, revenu mais il demeure «précaire et l'atmosphère reste tendue». En évoquant le processus de réconciliation, M. Bouhafs a fait comprendre que «le problème réside dans l'absence de contact entre les deux parties», «en dépit de l'initiative de rapprochement soutenue par les pouvoirs publics». Selon lui, le blocage, dans ce

processus en question, est «dans l'absence de mécanismes qu'il est nécessaire de trouver pour donner suite aux discussions des deux côtés». Concernant le mouvement de grève ayant gelé la ville de Ghardaïa, Hamou Mesbah, de la fédération du Front des forces socialistes (FFS), a rassuré que les commerçants et les magasins «ont rouvert». M. Mesbah a, par ailleurs, tenu à rappeler l'appel lancé par la fédération locale du FFS, il y a une année, visant «à mettre en place une commission autonome à haut niveau» afin d'enquêter de manière approfondie sur la situation dans cette ville. Un appel qui n'a pas trouvé ouïe, s'est-il désolé.

Bien que non déterminés encore de manière officielle, les affrontements ont causé un nombre considérable de blessés, en plus d'autres dégâts matériels. Il serait

question de quatre voitures et d'une quinzaine de maisons ayant été incendiées, ont rapporté les médias. Pour Kamel Eddine Fekhar, militant bien connu de la région du M'zab, «beaucoup de problèmes restent à déplorer dans la cité», expliquant que «cela fait plus d'une année que nous vivons dans cette situation critique». Pour rappel, un imposant dispositif de sécurité a été redéployé depuis vendredi soir dans les quartiers de la cité, deux jours après le début des échauffourées ayant éclaté entre des élèves mozabites et arabes dans un lycée situé dans le quartier d'El Qorti à Ghardaïa.

Les autorités ont déployé des éléments d'intervention rapide du corps de la Gendarmerie nationale en vue de faire cesser les violences sur les lieux.

Massinissa Benlakehal

A la veille de la première phase de sa conférence du consensus

Le FFS réunit le conseil national les 23 et 24 janvier

■ Le premier parti de l'opposition, qui a fixé la date du 23 février prochain pour tenir la première phase de la conférence nationale du consensus, a décidé de faire une pause pour évaluer son parcours portant notamment sur ses sorties sur le terrain et ses consultations avec les acteurs politiques et la société civile.



Par Nacera Chennafi

À quelques semaines de la tenue de la première phase de la conférence nationale du consensus initiée par le Front des forces socialistes, le parti tiendra une session ordinaire de son conseil national, les vendredi et samedi 23 et 24 janvier 2015.

Le premier parti de l'opposition, qui a fixé la date du 23 février prochain pour tenir la première phase de la conférence nationale du consensus, a décidé de faire une pause pour évaluer son parcours portant notamment sur ses sorties sur le terrain

et ses consultations avec les acteurs politiques et la société civile.

A cet effet, une session ordinaire du conseil national du parti est programmée pour les 23 et 24 janvier 2015. Selon un communiqué du parti publié sur son site officiel, il est indiqué que deux points sont inscrits à l'ordre du jour. Il s'agit en premier de la situation politique et en second de l'aspect organique.

Il faut dire que l'initiative du FFS a fait du chemin malgré le rejet d'une partie de l'opposition, notamment celle regroupée

dans le cadre de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique. Celle-ci est composée notamment du MSP, En-Nahdha, El Adala, Djil Dajdid, le RCD et l'ancien Chef du gouvernement Ahmed Benbitour.

Il y a également le candidat malheureux à la présidentielle du 17 avril dernier, Ali Benflis, qui pose la question du retour à la légitimité alors que le FFS veut éviter de parler des critiques ou de ce qui est déjà passé.

Dans le cadre de ses consultations avec les acteurs politiques et les représentants de la société civile, le FFS vient de

décrocher l'accord de l'avocat et militant des droits de l'homme Mokrane Aït Larbi pour participer à la conférence du consensus prévue les 24 et 25 février.

Dans le cadre de ses sorties sur le terrain, le premier secrétaire national du Front des forces socialistes, Mohamed Nebbou, a qualifié de «positifs» les résultats des consultations avec les partis, les institutions et personnalités nationales en vue de la tenue de la conférence nationale du consensus.

Mohamed Nebbou est revenu sur les différentes expériences de réforme politique menées à l'échelle mondiale, soulignant que ces exemples réussis sont ceux qui ont associé le pouvoir dans cette démarche. «Ceci a conduit le FFS à appeler à l'association du pouvoir à toute démarche de réforme politique», avait-il expliqué.

Il est à rappeler que le FFS a tenu plus de 50 rencontres depuis le lancement de ses consultations en vue de tenir une conférence nationale du consensus. Dans ses rencontres, le parti se présente avec une feuille blanche, car il se dit que lui-même aura la qualité de participant à cette conférence et non un président. La première phase de la conférence du consensus national est annoncée pour le 23 février, une date symbolique, car il s'agit de la nationalisation des hydrocarbures. Mais l'initiative de FFS ne s'arrêtera pas là puisqu'il sera question de préparer la seconde phase.

N. C.

Chute des prix du pétrole

Algérie et Venezuela cherchent une solution consensuelle

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, effectue une tournée dans les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour tenter de remédier à la chute des cours du pétrole.

Après l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar, Nicolas Maduro a effectué une visite de deux jours en Algérie, à l'invitation du Président Bouteflika. Il tente de convaincre les membres de l'Opep vers un même but : une remontée des prix du baril. Mais les membres de cette organisation se livrent une véritable guerre des prix.

Chaque Etat membre veut avant tout préserver sa part d'un marché rétréci.

L'Arabie saoudite a même été la première à casser les prix pour fidéliser ses clients asiatiques.

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro Moros, a salué avant-hier les efforts de l'Algérie pour trouver une solution consensuelle au problème de la chute des prix du pétrole.

«Je tiens à réitérer tous mes remerciements au président de la République,

Abdelaziz Bouteflika, pour tous les efforts fournis, pour tout l'appui apporté, l'aide donnée et les encouragements qu'il a exprimés pour aller tous ensemble dans ce sens», a indiqué Moros à la presse à l'issue d'un entretien avec le chef de l'Etat. Il a affirmé que «le Président Bouteflika est très bien informé de tout ce qui se passe actuellement, ainsi qu'en ce qui concerne les opérations que nous sommes en train de mener pour arriver à une position consensuelle et éventuellement trouver une solution à ce problème du pétrole».

«Le Président Bouteflika m'a apporté tout son appui et m'a confirmé, encore une fois, la position de l'Algérie», a-t-il dit, soulignant avoir évoqué avec le chef de l'Etat «l'apport aussi bien des pays de l'Opep que des pays en dehors de l'Opep afin d'arriver tous à un consensus» sur ce sujet. «J'ai informé le Président Bouteflika que des agences de presse européennes et nord-américaines sont en train d'attaquer la tournée que je viens d'effectuer dans plusieurs pays et ceci pour nous décourager afin de ne pas parvenir à ce consensus entre nous tous», a-t-il

ajouté. «Nous sommes en train d'œuvrer et de faire tout le nécessaire afin de pouvoir récupérer ce qui a été perdu (conséquences de la chute des prix du pétrole), de pouvoir faire en sorte que le prix du baril puisse s'élever à nouveau», a-t-il affirmé, relevant que «nous sommes aussi dans une conjoncture assez délicate et les efforts conséquents seront faits».

Le président du Venezuela a indiqué, en outre, que sa visite en Algérie a été «fructueuse et positive» et ses rencontres avec le Président Bouteflika, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN) «vont nous permettre de déployer les efforts pour arriver à une solution qui j'espère sera très bonne pour nous tous».

«Nous n'allons pas laisser faire ceux qui veulent perturber le travail qui a été fait depuis de nombreuses années et faire en sorte de nous enlever notre patrimoine, nos richesses et ressources naturelles comme le pétrole», a-t-il assuré.

Yazid Madi

LA QUESTION DU JOUR

Etat de siège

Suite de la page une

Un fleuve de sang a coulé en Algérie sans que l'union sacrée ait été seulement proposée. Il s'en trouvera sûrement pour dire qu'il n'y a pas là de quoi s'étonner du moment qu'en Algérie il ne s'agissait pas d'agression terroriste mais de guerre civile.

Mais cela est une autre question. Il n'existe pas à ce jour de consensus entre Algériens pour caractériser la terrible décennie des années 1990. S'agissait-il d'une guerre civile ou d'une guerre de jihadistes contre leur pays et leurs concitoyens où qu'ils se trouvent, dans la société civile ou dans l'Etat ? La question se pose encore. N'empêche, la France à son tour est entrée en guerre contre un terrorisme de même nature que celui qui avait ravagé l'Algérie une décennie durant, et qui d'ailleurs n'a pas encore été entièrement éradiqué. C'est aussi la même guerre que les Etats-Unis avaient déclaré à la suite des attentats du 11

Septembre. La même que mène de son côté la Russie. Et d'autres pays encore à travers le monde. De sorte qu'on est en droit de parler de guerre mondiale contre un seul ennemi : le terrorisme jihadiste. Or pendant longtemps cette guerre, il n'y avait que l'Algérie pour la mener. Non d'ailleurs pour sauver le monde mais pour sa propre survie. Le temps en tout cas où l'on pensait que le danger qu'il représentait était relativement bénin est dépassé. Les Etats-Unis ont été les premiers à prendre la véritable mesure de ce danger en adoptant le Patriot Act, un dispositif légal d'exception, non moins attentatoire aux libertés fondamentales qu'un état de siège en

bonne et due forme, à l'ancienne, quand il s'agissait de réprimer un soulèvement de masse, une révolte populaire. Le mot est prohibé si la chose est prise très au sérieux. Si en Europe c'est à la France qu'à échoué le triste honneur de déclarer en premier la guerre au terrorisme, c'est pour une bonne raison : c'est le pays qui abrite à la fois la plus grande communauté musulmane et la plus grande communauté juive. Une petite projection en son sein de cette poudre qu'est le Moyen-Orient, aux convulsions de plus en plus terribles et meurtrières.

M. H.

Ils préparaient des attentats à travers le pays

Douze terroristes mis hors d'état de nuire par l'ANP

■ Une cellule terroriste, composée de 12 criminels, se préparant à perpétrer des attentats à travers le pays, a été mise hors d'état de nuire dans le sud du pays durant la première quinzaine du mois de janvier courant par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP). C'est là une information rendue publique hier par le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

Par Lynda Naili Bourerbab

Face à la menace d'incursion terroriste, notamment à travers les frontières sud du pays minées par les mouvements de groupes terroristes, la circulation et la prolifération d'armes en provenance notamment de la rébellion libyenne et l'instabilité dans la sous région, l'Armée nationale populaire (ANP), précisément ses éléments relevant de la 4^e Région militaire, a «mis hors d'état de nuire, durant la première quinzaine du mois de janvier 2015, une cellule terroriste composée de 12 criminels, qui s'apprêtait à commettre des actes terroristes dans le pays avec la complicité d'autres groupes terroristes activant hors frontières sud du pays», a fait savoir le communiqué du MDN qui souligne que le succès et la réussite de cette opération s'est soldée grâce à une «coordination» entre les «détachements de la 4^e Région militaire relevant des secteurs opérationnels de Ghardaïa, de Laghouat et d'In Amenas, avec les services de sécurité de la région». En outre, rassurant qu'«aucune perte humaine n'a été enregistrée lors de l'appréhension de ces criminels», la même source rappelle que cette opération d'envergure s'inscrit «dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à la vigilance et le professionnalisme des éléments de l'ANP».

Intervenant dans un contexte régional et international aussi difficile que complexe, où la capacité de nuisance du terrorisme international conforté par des réseaux du crime transnational organisés toujours en activité, cette énième action des éléments de l'ANP, témoin d'une vigilance toujours plus accrue et plus que jamais en vigueur, vient s'ajouter aux multiples opérations dont la dernière, pour ne citer que celle-là, remonte à lundi où suite à une opération de poursuite et de ratissage au mont Bouneggar, commune de F'kirina, un détachement des forces de l'Armée nationale populaire, relevant du secteur opérationnel de la 5^e Région mili-



taire d'Oum El Bouaghi, a mis hors d'état de nuire un dangereux terroriste et récupéré une arme de type Kalachnikov et trois chargeurs garnis.

Toujours en vigueur, si ce n'est avec plus détermination et d'opiniâtreté, la lutte antiterroriste demeure un quotidien dans

lequel les forces de l'Armée nationale sont engagées depuis des années et pour laquelle elle s'est affectée un professionnalisme attesté et reconnu à tel point que désormais l'Algérie, pour en avoir fait les frais et payé un lourd tribut, demeure un pilier incontournable dans la lutte

contre le terrorisme et la restauration de la paix dans la région du Maghreb et celle du Sahel.

Rappelant à ce sujet la tenue en décembre dernier à Oran du 2^e séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, durant lequel Ramtane Lamara, ministre des Affaires étrangères,

plaidant pour «l'universalisation de l'interdiction de paiement de rançons», a appelé les pays du continent à l'impératif d'assécher les sources de financement du terrorisme à travers une lutte implacable contre les réseaux du crime.

L. N.B.

En grève depuis plusieurs mois à Béjaïa

Le spectre de l'année blanche plane sur l'université

L'année universitaire 2014/2015 est loin d'être un succès à Béjaïa. La situation s'enlise de plus en plus et on s'attend à des prises de décisions de la part du département de l'Enseignement supérieur, afin d'éviter le pire des scénarios, celui d'une année blanche en l'occurrence. Contrairement aux universités d'autres wilayas du pays n'ayant connu que peu de mouvements de grève, l'université de Béjaïa a battu le record et se trouve dans l'impasse d'une paralysie qui s'installe dans la durée. Les étudiants de l'université Abderrahmane-Mira poursuivent leur grève illimitée déclenchée pour réclamer la réintégration des étudiants exclus. Il s'agit d'environ 600 étudiants qui exigent leur réintégration face une administration qui estime «appliquer la réglementation en la matière à l'égard de ces étudiants». Les étudiants des

deux universités de Béjaïa, mobilisés et solidaires, ne font pas machine arrière et entament une grève illimitée pour insister sur la nécessité de la réintégration des étudiants exclus. La Coordination locale des étudiants (CLE) qui chapeaute ce mouvement écarte tout retour à la normale sans une réponse favorable au problème soulevé. Outre les préoccupations des étudiants ayant connu déjà beaucoup de perturbations au premier semestre et qui n'ont pas encore entamé le second, les enseignants comme les travailleurs de l'université de Béjaïa ont déploré un état des lieux préoccupant et nécessitant des mesures urgentes pour mettre fin à la paralysie et la perturbation qui ferment les portes des amphithéâtres. Les enseignants qui décrivent une situation «grave» tirent la sonnette d'alarme et plaident pour un dia-

logue pour sortir de l'impasse. Il y a lieu de noter que certains étudiants ignorent même les raisons de toutes ces paralysies. «A chaque fois que je me rends à l'université, je trouve que les accès sont bloqués et je fais demi-tour», indique une étudiante en 2^e année à l'Université Targa Ouzemour. Il faut dire que les grèves sont devenues le moyen d'expression le plus utilisé au niveau de cette wilaya et les protestataires sont catégoriques quant à la nécessité de la prise au sérieux des préoccupations soulevées. A noter, enfin, que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a dépêché une délégation ministérielle dans cette wilaya pour débloquer la situation.

Yasmine Ayadi

Une commission ministérielle dépêchée pour dénouer la crise

La crise qui secoue l'université A. Mira de Béjaïa depuis plus d'un mois a incité les autorités à dépêcher, avant-hier, une commission ministérielle pour tenter de trouver des solutions et débloquer la situation devenue incontrôlable depuis la reprise des cours, il y a dix jours. La commission s'est penchée depuis son arrivée à Béjaïa sur les revendications des étudiants qui ont totalement paralysé et bloqué les deux campus universitaires. Elle a rencontré tour à tour les représentants des étudiants qui se sont réunis en coordination dite CLE

et les responsables de l'université et a abouti à des accords de principe, autrement dit à un compromis sur la réintégration des étudiants exclus, dont certains injustement, après étude des 140 recours introduits depuis des semaines par le conseil scientifique élargi de l'université. Le recteur de l'université, qui intervenait hier sur radio Soummam, a affirmé cela. Tarek, membre de la coordination locale des étudiants (CLE) dira : «Nous avons conclu un accord de principe sur la réintégration de 140 étudiants ayant formulé des recours et l'inscription

académique de quelques dizaines d'autres». «Nous avons obtenu également un OK pour la prise en charge des autres revendications, notamment celles relatives au volet social». «La DOU est instruite par la commission pour se réunir avec nous afin de discuter comment elle peut améliorer les conditions de prise en charge des étudiants au niveau des cités universitaires», ajoute notre interlocuteur. «Sur le plan pédagogique, nous avons eu également un accord pour l'accès au master pour tous, alors que la deuxième tranche de ce point qui se rapporte au

respect des choix des filières et débouchés, il sera discuté avec le recteur qui a été instruit à ce sujet et cela se fera lors de la réunion qui sera tenue avec lui». «C'est valable aussi pour la création de l'école doctorale», poursuit-il. A l'issue de sa rencontre avec la commission, la CLE a décidé de maintenir le blocus imposé depuis plus d'une semaine au niveau des deux campus jusqu'à la réception du procès-verbal de la réunion sur lequel seront portés les engagements pris par la commission, ajoute-t-on.

H. Cherfa

La facture s'élève à 2,7 milliards de dollars sur onze mois

Hausse de la facture des médicaments

■ La hausse de la facture des importations s'explique, essentiellement, par une augmentation de 14,45% pour les médicaments à usage humain, de 20,77% pour les produits parapharmaceutiques et de 14,76% pour les médicaments destinés à la médecine vétérinaire.

Par Tarek T.

Les importations en produits pharmaceutiques se sont établies à 2,27 milliards de dollars (mds usd) durant les 11 premiers mois de 2014, contre 1,98 milliard de dollars à la même période de 2013, en hausse de 14,64%, a appris l'APS auprès des Douanes. Si le coût des importations a augmenté, leur quantité a connu une tendance légèrement baissière en totalisant 29 064 tonnes contre 29 487 tonnes à la même période de comparaison, soit un recul de 1,43%, indiquent les chiffres provisoires fournis par le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). La hausse de la facture des importations s'explique, essentiellement, par une augmentation de 14,45% pour les médicaments à usage humain, de 20,77% pour les produits parapharmaceutiques et de 14,76% pour les médicaments destinés à la médecine vétérinaire. De janvier à fin novembre 2014, les importations des médicaments à usage humain ont atteint 2,18 mds usd, contre près de 1,91 md usd durant la même période de 2013, précisent les Douanes. La facture des médicaments à usage humain est demeurée la plus importante puisqu'elle a représenté 96% des importations de l'ensemble des produits pharmaceutiques. Mais les quantités importées de cette catégorie de médicaments ont diminué en passant à 27 362



Ph./A.

tonnes contre 27 828 tonnes durant les 11 premiers mois de 2013, soit une baisse de 1,67%. Pour ce qui concerne les importations des produits parapharmaceutiques, elles ont atteint 61,52 millions usd (1 218 tonnes) sur les 11 premiers mois 2014, contre 50,94 millions usd (1 090 tonnes), note la même source. Concernant les médicaments à usage vétérinaire, les achats extérieurs de l'Algérie se sont chiffrés à 31,26 millions usd (483 tonnes) contre 27,24 millions usd (568 tonnes) durant la même période de comparaison. Le marché national du médica-

ment est estimé à plus de 2,5 milliards de dollars, dont 1,85 milliard de dollars d'importations, alors que le reste provient de la production locale répartie entre 84% provenant du secteur privé et 16% du secteur public. En 2013, les importations algériennes en produits pharmaceutiques avaient totalisé 2,28 milliards usd (+1,96% par rapport à 2012), alors que les quantités ont reculé de 6,74% pour totaliser 33 389 tonnes. La facture des importations des médicaments s'alourdit d'année en année du fait de l'élargissement de la couverture sanitaire et de

l'acquisition de nouvelles molécules, avait déjà indiqué le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Cette hausse s'expliquerait aussi, selon le même ministère, par le souci de l'Etat d'assurer la disponibilité de différents types de médicaments dont les anticancéreux qui sont coûteux, alors que les années précédentes avaient été marquées par des ruptures de stock récurrentes. Les médicaments anticancéreux importés par la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), durant 2014, représentaient 42% de l'ensemble des

médicaments achetés à l'étranger.
T. T./APS

Selon un rapport sur les perspectives économiques mondiales

La Banque mondiale prévoit une croissance moindre en Algérie

La Banque mondiale prévoit pour l'Algérie une croissance de 3,3% en 2015 et de 3,5% pour la période 2016-2017, a-t-elle indiqué dans son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales publié mardi soir à Washington. Pour l'année en cours, la BM a ainsi légèrement abaissé sa prévision de croissance par rapport à ses estimations faites en juin dernier dans lesquelles elle tablait sur une hausse du PIB algérien de 3,5% pour 2015. L'institution de Bretton Woods a également revu en baisse ses prévisions de croissance de l'Algérie pour l'année 2014, en tablant sur une hausse de 3% au lieu de 3,3% prévu en juin dernier. Les projections de la BM pour 2014 sont en baisse par rapport à celles du Fonds monétaire international (FMI) qui avait prévu, en décembre dernier, une croissance économique de 4% pour l'Algérie en 2014. Mais selon les nouvelles prédictions de la BM, la croissance du PIB de l'Algérie va connaître une légère amélioration durant les deux prochaines années en continuant à se raffermir pour atteindre 3,5% en 2016 et en 2017.

Reprise pour croissance mondiale en 2015

Concernant la croissance mondiale, cette institution financière internationale prévoit

qu'elle devrait enregistrer une légère reprise en 2015 après une année décevante en 2014, soutenue notamment par les prix faibles du pétrole, la reprise de l'économie américaine et l'apaisement des turbulences ayant secoué plusieurs grands marchés émergents.

Ainsi, l'économie mondiale devrait croître de 3% en 2015 et de 3,3% en 2016 avant de se replier à 3,2% en 2017, selon les prévisions de cette institution de Bretton Woods.

Cette fragile reprise mondiale s'inscrit, toutefois, dans un contexte de tendances de plus en plus divergentes qui auront d'importants impacts sur la croissance mondiale, relève la BM.

Si l'activité économique aux Etats-Unis et au Royaume-Uni s'accélère grâce à l'amélioration des marchés de l'emploi et à des politiques monétaires accommodantes, la reprise a, par contre, piétiné dans la zone euro et au Japon où la crise financière se fait toujours sentir, avise-t-elle.

La Chine, quant à elle, connaît un ralentissement maîtrisé, avec une croissance en perte de vitesse bien que robuste de 7,1% en 2015 contre 7,4% en 2014, selon les mêmes projections.

La croissance des pays en développement, qui s'est chiffrée à 4,4% en 2014, devrait se poursuivre pour atteindre 4,8% en

2015, puis 5,3% et 5,4% en 2016 et 2017 respectivement.

Cependant, la baisse du prix du pétrole entraînera d'importants rééquilibrages des revenus réels des pays en développement exportateurs et importateurs de pétrole, avance la BM.

Concernant l'Inde, l'un des grands pays à revenu intermédiaire, il devrait bénéficier de la baisse du prix de pétrole, estime cette institution qui précise que sa croissance va s'accélérer pour atteindre 6,4% en 2015 contre 5,6% en 2014.

Au Brésil, en Indonésie, en Afrique du Sud et en Turquie, cette baisse des cours du brut permettra de réduire l'inflation et les déficits courants de ces pays.

En revanche, la chute des prix du brut va freiner l'activité économique des pays exportateurs de pétrole, prévient la BM.

Pour ce qui concerne les pays à faible revenus, la croissance devrait rester forte en 2015 en s'établissant à 6%.

Par ailleurs, le rapport de la BM fait état d'un recul de la croissance du commerce mondial en 2014 : les échanges internationaux ont sensiblement ralenti avec une croissance inférieure à 4% en 2014, soit nettement en-deçà de la moyenne d'avant-crise de 7% par an.

Fatah A.

Eurozone La BCE n'a pas les possibilités pour soutenir la déflation

LA BCE n'a pas «des possibilités infinies» pour soutenir la zone euro au bord de la déflation, a indiqué, dans un entretien à la presse allemande, son président Mario Draghi.

«Tous les membres du conseil des gouverneurs sont déterminés à remplir leur mandat. Bien sûr, il y a des divergences sur la manière de le faire. Mais ce n'est pas comme si nos possibilités étaient infinies», a déclaré M. Draghi à l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* de jeudi, dans une interview diffusée à l'avance par le journal. «Nous nous trouvons dans une situation où nous devrions abaisser encore plus le taux directeur, mais ce n'est plus possible avec un taux directeur à 0,05%», a-t-il expliqué. «A ce moment-là, nous devons avoir recours à des mesures non-conventionnelles, c'est-à-dire modifier la taille et la composition du bilan de la BCE». La BCE devrait annoncer dans les semaines à venir, après la prochaine réunion de politique monétaire du conseil des gouverneurs le 22 janvier ou à la suivante début mars, un programme de rachats massifs de dette publique, sur le modèle de la Fed américaine ou de la Banque du Japon. Les modalités d'un tel programme sont encore en discussion parmi les banquiers centraux, et les réticences sont fortes chez certains, notamment en Allemagne.

R. E.

Sétif

Le tramway en service à la fin 2017

■ Le tramway de Sétif sera prêt pour l'exploitation à la fin de l'année 2017 afin d'«améliorer le plan de circulation de la ville à qui il apportera une dimension esthétique certaine», a affirmé à Sétif le ministre des Transports, Amar Ghoul.

Par Saci O. /APS

Des instructions ont été données pour «réduire les délais de réalisation de ce projet qui constitue une des plus importantes opérations attendues par les habitants de la région», a souligné le ministre, en donnant, au centre de maintenance d'El Hassi (Est de Sétif), le coup d'envoi des travaux de la première ligne sur 22,4 km.

Cette première ligne est constituée de deux tranches. La première, d'un linéaire de 15,2 km et comportant 30 stations, reliera le lieu dit El Bez (ouest de la ville) aux principales cités d'habitation et aux deux pôles universitaires, tandis que la seconde (7,2 km) fera la jonction entre le carrefour de la wilaya et la gare routière intermodale projetée à Ain Trick, au sud de la ville de Sétif, selon les explications du bureau d'études turc chargé de la conception de l'avant-projet détaillé.

Le tramway de Sétif, dont la réalisation ne connaîtra «aucune entrave technique du fait de la topographie plate de la ville»,

comprendra, au total, 40 stations, 5 pôles d'échange et 7 parcs relais pour faciliter l'intermodalité avec les autres modes de transport existants actuellement, a-t-on expliqué. M. Ghoul a insisté sur l'importance à accorder à la formation de jeunes techniciens et ingénieurs dans le domaine de l'entretien, dans les différents domaines liés à l'exploitation de moyen de transport en «tirant profit des expériences des tramways déjà opérationnels dans d'autres wilayas». Le ministre a appelé à vérifier avec précision l'exigence de sécurité des piétons, y compris dans la pose des signalisations à travers les quartiers que le tramway aura à traverser, en tenant compte, au début de l'exploitation, de la «nouveau» que représentera ce moyen de transport.

Dans la base de vie du groupe chargé de la réalisation, M. Ghoul a exhorté les responsables locaux à veiller à la «complémentarité» des divers modes de transport et à tenir compte des spécificités locales dans l'exécution de ce projet qui aura un «impact réel sur la modernisa-



Ph. DR

tion de la ville de Sétif». Le ministre a également inspecté, au cours de sa visite de travail, le chantier de doublement et de modernisation de la ligne ferroviaire Sétif-El Guerrah (Constantine) sur 118 km, lancé en 2007 pour 13 milliards de dinars.

Il a mis, à cette occasion, un accent particulier sur l'accélération des travaux pour livrer les 38 km restants «courant 2015».

Exhortant les entreprises de réalisation à améliorer le rythme des travaux de sorte à terminer les travaux de doublement en 2016, M. Ghoul a également indiqué que deux autres projets ferroviaires pour relier Sétif à Jijel et à Batna sont actuellement «en

cours d'étude». Le ministre a aussi relevé le «grand intérêt» accordé par son département à ce projet stratégique qui s'inscrit, a-t-il souligné, dans le cadre de la politique nationale d'ouverture des ports sur la région des Hauts-Plateaux en raccordant Sétif et Batna aux infrastructures portuaires de Jijel, Béjaïa et Skikda. Il a également appelé à une plus grande coordination entre ces trois wilayas pour «trancher définitivement» la question du tracé et ce, «au cours du premier trimestre de 2015», afin de passer à l'étape des études et de la préparation du lancement des travaux. Sur les ondes de la radio nationale de Sétif, le ministre a évoqué plusieurs questions liées

au transport en Algérie, dont le renouvellement de la flotte d'Air Algérie au moyen de 16 nouveaux aéronefs et le nouveau code relatif au transport aérien qui sera présenté au Parlement «dans les prochains jours».

S. O. /APS

Laghouat Un millier de logements au profit de Gueltet Sidi-Saâd

LA COMMUNE de Gueltet Sidi-Saâd, dans la wilaya de Laghouat, a bénéficié de près de 1 890 logements de différents types, public locatif et aides destinés à l'habitat rural, a-t-on appris hier auprès des responsables de cette collectivité locale. Parmi ce quota, figurent 480 logements de type social locatif, dont 100 unités ont été distribuées dans le cadre d'une pré affectation et l'opération est en cours de finalisation, a révélé le président de l'Assemblée populaire communale. Les travaux de réalisation de 280 unités, en deux tranches de 220 et 60 logements, sont en cours, et une assiette de terrain a été identifiée pour accueillir une tranche de 100 unités similaires, des projets qui entrent dans le cadre du programme de logement des trois dernières années, a précisé Belkacem Benmouaz. Concernant les aides destinées à l'habitat rural, la liste nominative de 600 bénéficiaires sera bientôt rendue publique ainsi que la distribution de 500 aides à leurs bénéficiaires, selon le même élu. Des aides qui viennent s'ajouter aux 310 logements de même type, dont les travaux ont été achevés, et de 200 lots sociaux dont le choix des terrains a été déterminé dans le nouveau schéma directeur d'urbanisme de la commune avalisé dernièrement, a également fait savoir le P/APC.

H.D.

Mostaganem

Des habitants contestent le transfert de deux structures publiques

Des habitants de la commune de Sidi Lakhdar (50 km à l'est de la ville de Mostaganem) protestent depuis lundi soir contre la mesure de transfert d'une structure de Sonelgaz et du centre de proximité des impôts à la daïra de Sidi Ali et réclament leur réouverture.

Les protestataires, qui sont derrière la fermeture des sièges de l'APC et de la daïra de Sidi Lakhdar, revendiquent le départ du chef de daïra, la réouverture des deux structures, la réalisation d'une structure d'Algérie Télécom, d'un centre de proximité des

impôts, d'un tribunal, d'un hôpital et la création de postes d'emploi pour les jeunes.

Une source responsable à la wilaya a indiqué que les sièges de la commune et de la daïra de Sidi Lakhdar «ne doivent en aucun cas rester fermés plus longtemps, d'autant plus que le chef de daïra a reçu quelques protestataires», avant d'appeler à «faire preuve de sagesse et à ne pas perturber les services, dans l'intérêt des citoyens».

Concernant le transfert du centre de proximité des impôts de Sidi Lakhdar, la même source a expliqué qu'en raison de sa

vétusté, une décision a été prise en vue de réaliser un nouveau siège dans la daïra de Sidi Ali distante de 10km, soulignant que l'ancien siège sera maintenu pour assurer certaines prestations. Le siège de Sonelgaz sera rouvert pour permettre aux citoyens de s'acquitter de leurs redevances d'électricité et de gaz, a-t-il indiqué, signalant qu'une convention entre Sonelgaz et Algérie Poste est en cours. Aucun dégât n'a été relevé dans ce mouvement de protestation qui se poursuit et auquel prennent part près de 200 personnes, a-t-on constaté. **Habib G.**

Souk Ahras

Lancement d'un programme de plantation de 60 000 oliviers

Un programme portant sur la mise en terre de 60 000 oliviers sur une superficie de 150 hectares vient d'être lancé dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris mardi d'un responsable de la direction des services agricoles (DSA).

La première opération a vu, en début de semaine au titre d'une première phase, la plantation de 19 000 arbres sur une superficie de 50 hectares dans la commune de Drea, a précisé Mohamed-Kamel Hamza, chef du service organisation de la production et soutien technique à la DSA.

Le programme de plantation oléicole ciblera également les communes de Heddada, Taoura, Sidi Fredj, Merahna, M'daourouch, Oued Keberit, Bir

Bouhouche et Safel El Ouiden, a-t-il indiqué. La campagne de cueillette d'olives de la saison agricole 2013-2014, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois en cours, a donné lieu, à ce jour, à la production de 2 800 quintaux sur une surface de 3 700 hectares, selon la même source qui a souligné que la superficie réservée à ce fruit, dans cette wilaya, a augmenté pour passer de 3 985 hectares en 2013 à 7 737 hectares en 2014.

La filière a connu, ces dernières années dans la wilaya de Souk Ahras, un «développement remarquable» dû, essentiellement, à l'exécution des programmes du Fonds national de développement rural (Fndr) et du Haut commissariat au développement

des steppes (Hcde), en plus de la concrétisation des projets de proximité de développement rural intégré (Ppdri), a souligné la même source.

L'encouragement des agriculteurs à l'extension de la culture de l'olivier à travers l'ouverture de pistes agricoles, le suivi de l'itinéraire technique, les bonnes conditions climatiques et les campagnes de sensibilisation organisées avec la collaboration de l'Institut technique de l'arboriculture de Skikda, touchant ces dernières années plus de 700 agriculteurs, figurent également parmi les facteurs ayant favorisé ce développement, a ajouté le même responsable.

Fatah G.

Libye

Réunion des parties en conflit à Genève sous l'égide de l'ONU

■ Les appels à l'instauration du dialogue politique en Libye pour régler la crise n'ont pas cessé depuis son déclenchement. La solution en Libye devrait être politique, avec l'instauration d'un dialogue impliquant tous ceux qui «sont prêts à répudier la violence», a souligné mardi le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

Par Sadek B./APS

Une réunion des parties libyennes en conflit devait se tenir hier à Genève sous l'égide de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Minul), a annoncé mardi un porte-parole des Nations unies.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et chef de la Minul, Bernardino Leon, donnera une conférence de presse avant le début des réunions, a précisé le porte-parole, Corinne Momal-Vanien.

Samedi, après des rencontres avec les différentes parties libyennes en conflit à Tobrouk et à Tripoli, M. Leon avait annoncé que les parties libyennes avaient accepté de tenir un nouveau round de dialogue politique avec l'objectif de mettre fin à la crise politique et sécuritaire dans le pays. Afin de créer un environnement propice au dialogue, M. Leon avait proposé un «gel des opérations militaires pour

quelques jours», considérant qu'«il est extrêmement important (...) d'arrêter les combats afin que ce dialogue politique puisse commencer sur de bonnes bases».

Les appels à l'instauration du dialogue politique en Libye pour régler la crise n'ont pas cessé depuis son déclenchement. «La solution en Libye devrait être politique, avec l'instauration d'un dialogue impliquant tous ceux qui sont prêts à répudier la violence», a souligné, mardi, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

«Il faut un dialogue avec tous ceux qui sont prêts à répudier la violence, ceux qui sont prêts à accepter l'ordre, à favoriser un système démocratique où l'alternance serait une règle du jeu essentielle», a-t-il ajouté.

Pour sa part, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, dans une déclaration, mardi à l'APS, a affirmé que l'Algérie «encourageait» les par-



ties libyennes à participer «loyalement et de bonne foi» au projet de réunion inter-libyenne sous les auspices des Nations unies.

«L'Algérie suit avec intérêt le projet d'organisation, à Genève, d'une réunion de dialogue entre les parties libyennes, sous l'égide de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Bernardino Leon, et encourage les parties libyennes à participer loyalement et de bonne foi au dialogue afin de lui garantir toutes les chances de réussite dans l'intérêt supérieur du peuple frère libyen», a-t-il souligné. La Libye vit une crise

politique et sécuritaire depuis la chute de l'ancien régime de Maammar Kaddafi au terme de huit mois de conflit en 2011, et les autorités n'arrivent pas à contrôler les dizaines de milices armées qui imposent leur loi en l'absence d'une armée et d'une police régulières bien entraînées.

Le pays est dirigé par deux gouvernements et deux Parlements qui se disputent le pouvoir à distance.

Trois morts dans un attentat visant l'armée à Benghazi

Trois soldats de l'armée libyenne ont été tués et quatre

autres blessés mardi dans un attentat à la voiture piégée à un point de contrôle situé à une centaine de kilomètres à l'ouest de la ville de Benghazi (est), a indiqué un responsable militaire.

«Un kamikaze s'est fait exploser mardi à bord d'une voiture piégée, tuant trois soldats et blessant quatre autres membres des Forces spéciales au point de contrôle le plus important sur la route reliant Benghazi à Ajdabiya», ville d'où sont originaires les militaires, selon ce responsable.

Ce point de contrôle situé à Sidi Abdelati a déjà été pris pour cible le 30 octobre, mais l'attentat n'avait pas fait de victime, la voiture piégée ayant explosé à quelques mètres du barrage.

Le chef de cette brigade des Forces spéciales, Mohammad Daoud al-Qabessi, a été blessé il y a près d'un mois et son frère tué dans des combats contre les groupes armés à Benghazi, la deuxième ville de Libye que les autorités tentent de reprendre de l'emprise de milices rivales depuis mai.

Le Premier ministre libyen, Abdallah Al-Thenni, avait appelé la communauté internationale à accroître son soutien, notamment militaire, pour combattre la menace des groupes terroristes en Libye.

S. B./APS

Tunisie

Essebsi amnistie plus de 2 000 détenus

Le président tunisien, Béji Caid Essebsi, a décidé mardi d'amnistier 2 135 détenus, dont 1 322 seront immédiatement libérés à l'occasion du quatrième anniversaire de la «Révolution du Jasmin», a rapporté la presse tunisienne.

Cette amnistie a été décidée à l'issue d'une réunion entre le président de la République et la «commission de grâce» présidée par le ministre de la Justice, des droits de l'homme et de la justice transitionnelle, Hafedh Ben Salah, ont précisé les mêmes sources. Une cérémonie officielle pour la commémoration du 4^e anniversaire de la «révolution du Jamin», coïncidant avec le 14

janvier de chaque année, est prévue mercredi au Palais de Carthage sous la présidence du chef de l'Etat, Béji Caid Essebsi, et avec la participation, notamment, du président de l'Assemblée des Représentants du peuple, Mohamed Ennaceur, et du Chef du gouvernement provisoire, Mehdi Jomaa, selon les médias locaux.

Le 14 janvier 2011, l'ancien président tunisien, Zine el-Abidine Ben Ali, fut à l'étranger après 23 ans au pouvoir à l'issue d'une révolte populaire.

Les syndicats de transport appelés à suspendre leur grève

Un Conseil ministériel, tenu mardi à la Kasbah, a appelé les syndicats de transport de voyageurs et des produits miniers à suspendre leur grève, affirmant que les voies du dialogue sont toujours ouvertes.

Le Conseil ministériel, qui était présidé par le Chef du gouvernement provisoire Mehdi Jomaa, a été consacré à l'examen de la situation sociale dans le pays.

Lors d'un point de presse au terme de la réunion, le ministre des Affaires sociales, Ahmed Younbaai, a indiqué que ces grèves n'avaient pas respecté les procédures légales prévues dans le code du travail qui prévoit que toute décision de grève doit être précédée d'un préavis de grève de 10 jours.

Le ministre a aussi souligné que le dialogue est toujours ouvert entre le gouvernement et les parties syndicales indiquant : «Le gouvernement est disposé à poursuivre le dialogue concernant l'ensemble des revendications professionnelles et le règlement des litiges dans ces deux secteurs».

M. Younbaai a considéré que la Tunisie a réussi à honorer les échéances électorales dans les délais impartis, d'où la nécessité d'une plus grande vigilance et de



plus grands efforts pour améliorer la situation de tous les secteurs, dont celui des phosphates et du transport.

En réponse à une interrogation de l'agence TAP concernant le recours à la réquisition du personnel en cas de grève, le ministre a indiqué que cette mesure légale peut être décidée par le Chef du gouvernement avec la publication d'un décret de réquisition pour assurer le transport des voyageurs. Il a souligné que le pays traverse une conjoncture délicate particulièrement dans le domaine de la sécurité mais aussi aux plans social et économique. Le ministre a expliqué que l'arrêt du

travail est dû au problème posé par le calcul de la prime de fin d'année, indiquant que les points de vue entre les deux parties sont assez proches et qu'il est possible de trouver des solutions qui prennent en compte les moyens de l'entreprise et répondent en même temps aux revendications des travailleurs. Pour ce qui est de l'entreprise de transport des produits miniers, le ministre a affirmé que le statut de l'entreprise est prêt pour être signé. Le texte précise que l'entreprise relèvera désormais du ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines. Ahmed L.

Mauritanie

Des retraités de l'armée manifestent devant la Présidence

Des dizaines de retraités de l'armée et des forces de sécurité mauritaniennes ont manifesté ce lundi devant le palais présidentiel, réclamant une amélioration de leurs conditions de vie. Les manifestants ont demandé l'augmentation des pensions à la retraite et la baisse des taxes bancaires sur ces pensions. Ils ont également réclamé des logements et l'adoption d'une loi améliorant leurs conditions de vie. Un manifestant, Mohamed Ali, a déclaré à Alakhbar : «Nous soumettons ces revendications depuis cinq ans aux autorités compétentes, lesquelles continuent à faire la sourde oreille». Un autre manifestant a rappelé que «les fonds que l'Etat nous avait alloués en 2010 ont été détournés par des officiers à la retraite».

R. M.



Terrorisme

Al-Qaïda au Yémen revendique l'attaque contre Charlie Hebdo

■ Al-Qaïda au Yémen a revendiqué, hier, l'attaque qui a décimé le 7 janvier la rédaction de Charlie Hebdo, affirmant avoir agi sur ordre de son chef Ayman al-Zawahiri pour «venger» Mahomet caricaturé par le journal satirique français.

Par Ali.O

«**D**es héros ont été recrutés et ils ont agi, ils ont promis et sont passés à l'acte à la grande satisfaction des musulmans», a déclaré Nasser Ben Ali al-Anassi, un responsable d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) dans une vidéo de plus de 11 minutes diffusée sur un site islamiste.

Il faisait référence aux frères Kouachi, dont l'un s'est réclamé d'Aqpa peu après la tuerie ayant fait 12 morts à Paris.

Aqpa, née de la fusion des branches saoudienne et yéménite d'Al-Qaïda, est considérée par Washington comme le bras le plus dangereux du réseau extrémiste. Très active au Yémen, Aqpa s'est également distinguée par des attentats ou projets d'attentats à l'étranger comme la tentative de faire sauter en vol un avion de ligne américain à Noël 2009. «L'opération (à Paris) a été menée sur ordre de notre émir général Ayman al-Zawahiri et conformément à la volonté posthume d'Oussama ben Laden, l'ancien chef d'Al-Qaïda tué par les Américains en 2011», a précisé al-Anassi. Ce dernier a également rendu hommage à Amédée Coulibali, l'auteur de l'attaque menée vendredi contre un



supermarché casher de Paris ayant provoqué la mort de quatre juifs. «Ça a été par la grâce de Dieu que l'opération (contre Charlie Hebdo) a coïncidé avec la sienne», a-t-il indiqué.

Amédée Coulibali s'est revendiqué du groupe de l'État islamique (EI), organisation rivale d'Al-Qaïda, et a affirmé avoir coordonné son action avec les frères Kouachi. Intervenue une semaine après l'attaque contre Charlie Hebdo, la revendication d'Aqpa a coïncidé avec la publication à plusieurs millions

d'exemplaires du premier numéro post-attaque du journal satirique. La Une de ce numéro représente une nouvelle caricature de Mahomet avec le titre «Tout est pardonné».

Dans une vidéo diffusée vendredi, un responsable religieux d'Aqpa avait menacé la France de nouvelles attaques. «Vous ne serez pas en sécurité tant que vous combattrez Allah, Son messager et les croyants», déclarait dans ce message Harith al-Nadhari. L'attaque contre Charlie Hebdo, très largement condamnée par les dirigeants du monde arabe, a trouvé un écho favorable auprès d'autres branches d'Al-Qaïda et dans la blogosphère jihadiste.

Ainsi, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a averti lundi la France qu'elle s'exposerait à de

nouvelles attaques si elle persistait dans sa politique «hostile à l'Islam». «Tant que ses soldats occupent des pays comme le Mali et le Centrafrique et bombardent nos peuples en Syrie et en Irak, et tant que sa presse stupide continue à porter atteinte à notre prophète, la France s'exposera au pire», a poursuivi Aqmi, en saluant «les trois cavaliers de l'Islam héros de la bataille de Paris», en référence aux auteurs des attentats.

L'EI a posté hier une vidéo montrant des jihadistes s'exprimant en français et saluant l'attaque contre Charlie Hebdo en réitérant les appels à d'autres attentats contre la France.

Le chef du groupe islamiste Boko Haram, qui sème la terreur au Nigeria et au Cameroun, Abubakar Shekau, a été montré

sur une vidéo se félicitant d'un ton jubilatoire de l'attaque contre Charlie Hebdo.

Le jihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar a qualifié la tuerie à l'hebdomadaire d'«action héroïque rare».

Au Yémen, pays où les frères Kouachi auraient séjourné et où l'aîné Saïd aurait appris le maniement des armes avec Al-Qaïda, l'attaque contre Charlie Hebdo a produit une réaction officielle tout en nuances.

Le président Abd Rabbo Mansour Hadi a exprimé la «solidarité totale de son pays avec le peuple français». Mais, a-t-il ajouté, «nous tenons à souligner que le Yémen est très affecté par le terrorisme qui lui vient de l'étranger et qu'il ne réexporte pas, comme le prétendent certains».

«Le jour même (de l'attaque à Paris), le Yémen a souffert d'un crime terroriste réprouvé par l'Islam et toutes les religions monothéistes», a indiqué M. Hadi, à propos d'un attentat ayant frappé l'académie de police à Sanaa et fait 40 morts.

Des responsables des services de sécurité yéménites, cités par la presse du Golfe, se sont plaints d'un manque de coopération des Français et des Américains, affirmant n'avoir pas été informés que les frères Kouachi étaient sous surveillance.

Le Yémen est un pays au bord du chaos, avec des violences provoqués non seulement par Al-Qaïda mais aussi par des miliciens chiites qui contrôlent la capitale Sanaa depuis septembre. A. O.



Points chauds

Retombées

Par Fouzia Mahmoudi

Si suite à l'attentat contre le journal français Charlie Hebdo, le FN s'est retrouvé dans une position difficile avec sa non-participation à la marche de l'Unité Nationale organisée dans la foulée, il ne semble toutefois pas douter que sur le long cours la conjoncture actuelle lui sera favorable. Marine Le Pen en est ainsi convaincue, après la série d'attentats qui a endeuillé son pays, les Français ne pourront qu'être plus favorables à son parti. «Notre message est plus audible maintenant car les Français voient que nous avons été vilipendés pour avoir prévu ce que nous vivons», explique-t-elle. Pour Marine Le Pen, le temps du deuil et de la communion nationale a laissé la place au débat politique. Et elle entend bien y prendre une grande part. «Il y a eu une période indispensable d'hommage. Maintenant, c'est le retour à la normale. Nous sommes les seuls à avoir des solutions concrètes quand les autres partis répondent par des slogans ou des postures viriles et des coups de menton», ajoute de son côté Florian Philippot, le numéro 2 frontiste. La méthode de Marine Le Pen est bien rodée : une forte présence dans les médias pour marteler son message et prendre presque systématiquement le contre-pied des propositions des autres partis pour faire entendre sa voix dissonante et n'être surtout pas assimilée à «l'UMPS». Ainsi, elle a raillé presque immédiatement la proposition de Nicolas Sarkozy de créer une commission commune entre opposition et majorité. «Une énième commission Tartempion. Dès que l'on veut étouffer un problème, on crée une commission», moque la dirigeante frontiste. De la même façon, elle rejette toute idée de Patriot Act à la française : «Je ne veux pas voir l'ensemble des libertés de nos concitoyens réduit au nom de la lutte antiterroriste». Il ne faut pas croire, pour autant, que Marine Le Pen soit devenue une modérée. Elle entend bien défendre des positions dures, les siennes, celles de son parti. «Il faut revoir de fond en comble la politique d'immigration, l'intégration, la politique économique et notre diplomatie, revoir nos relations avec le Qatar et l'Arabie saoudite», ajoute-t-elle. Elle semble espérer que ces leitmotivs, qui sont le cœur même du FN, finissent par emporter l'assentiment d'une majorité de Français qui envisageraient alors de voter pour elle en 2017. Car sans importante victoire électorale, les discours du FN restent dérisoires, le parti n'ayant aucun moyen de les mettre en place. Reste à savoir si les Français seront tentés, après ces quelques jours cauchemardesques, d'envisager une alternative à la politique traditionnelle qui les gouverne depuis soixante ans ou si le Front National, malgré tout ses efforts, ne sera jamais rien d'autre à leurs yeux que le parti de la contestation. F. M.

Nucléaire

Réunion «importante» entre les Etats-Unis et l'Iran

Les chefs de la diplomatie américaine et iranienne se sont retrouvés hier à Genève pour une réunion qualifiée d'«importante» pour des progrès sur le nucléaire iranien.

Cette rencontre intervient avant une réunion dimanche entre l'Iran et les grandes puissances, qui ont convenu de se donner jusqu'au 1^{er} juillet pour aboutir à un accord.

«Je pense que c'est important et que cela montrera la disponibilité des deux parties pour avancer et accélérer le processus», a affirmé Mohammad Javad Zarif avant sa rencontre avec John Kerry. «Toutes les questions sont difficiles jusqu'à ce qu'on les résolve», a-t-il ajouté.

Peu après son arrivée à Genève, le chef de la diplomatie de Téhéran avait affirmé à la presse iranienne que «de nouvelles propositions doivent être présentées. Nous sommes prêts à faire aboutir toutes les questions mais il faut voir si l'autre partie est également prête», a-t-il dit. Les Occidentaux «en particu-

lier ne doivent pas présenter de nouvelles lignes rouges», a souligné M. Zarif, sans être plus précis sur d'éventuelles nouvelles demandes des grandes puissances. Cette réunion destinée à accélérer les négociations doit s'achever hier et les experts iraniens et américains ont prévu des bilatérales aujourd'hui, demain et samedi avant une réunion dimanche de l'Iran avec le groupe P5+1 (USA, Russie, Chine, Royaume Uni, France et Allemagne) sous l'égide de la diplomatie de l'Union Européenne.

Selon un accord intérimaire conclu en novembre les négociateurs ont jusqu'au 1^{er} juillet pour aboutir. Ils ont déjà échoué à deux reprises à trouver un accord dans les délais qu'ils s'étaient imposés et ont dû fixer de nouveaux délais.

Interrogé sur un percée d'ici au 1^{er} juillet, M. Zarif s'est montré prudent : «Nous verrons», a-t-il répondu. Les négociations bloquent notamment sur la volonté de l'Iran de conserver le droit

d'enrichir de l'uranium, qui dans certains cas pourrait servir à la fabrication d'une bombe nucléaire. Il y a aussi des désaccords sur les sanctions globales qui frappent durement l'économie iranienne, l'Iran voulant une levée totale alors que Washington défend une suspension temporaire et graduelle.

Les négociateurs entourent leurs discussions du secret afin de rester efficaces. Pour John Kerry, la rencontre de Genève devrait permettre de «faire le point» et donner des instructions aux experts impliqués dans la négociation.

Il avait assuré un peu plus tôt dans la semaine qu'il cherchait «à accélérer le processus pour faire plus de progrès». Il existe chez les diplomates un sentiment d'urgence devant le temps qui s'écoule. L'ambassadrice américaine auprès de l'ONU, Samantha Power, a mis en garde lundi contre le recours à de nouvelles sanctions qui torpilleraient probablement la négociation.



Festival CirtaZik à Constantine

Une édition cent pour cent algérienne

Des jeunes de la nouvelle scène artistique algérienne animent les soirées de Cirta du 19 au 25 du mois de janvier courant. C'est dans le cadre du festival CirtaZik que treize formations musicales prendront part à cet événement. Il s'agit de El Dey, Freeklane, Djmawi Africa, Imzad, Tikbaouine N'imzad, Cameleon, D'zair, Toumast N'ténéré, Issikta N'imzad, Jaristes, Tartit, Afous D'afous N'imzad et Imenir N'imzad. Le but majeur de cette manifestation artistique est de mettre en valeur les jeunes talents, les encourager à être plus créatifs et promouvoir l'héritage musical algérien.

Par Abia Selles

La manifestation artistique CirtaZik vient de dévoiler le programme de sa première édition. Cette dernière s'annonce festive avec un menu riche. En effet, de nouvelles formations musicales algériennes vont animer les soirées de ce rendez-vous artistique. Prévu du 19 au 25 du mois de janvier courant, CirtaZik est le premier événement artistique et culturel organisé à Constantine. Cette ville qui devra accueillir cette année la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015» encourage de plus en plus les jeunes artistes.

Treize formations musicales sont attendues lors de cette édition à l'image de El Dey, Freeklane, Djmawi Africa, Imzad, Tikbaouine N'imzad, Cameleon, D'zair, Toumast N'ténéré, Issikta N'imzad, Jaristes, Tartit, Afous D'afous N'imzad et Imenir N'imzad.

Les représentations se dérouleront en grande partie à partir de 19h, toujours à l'auditorium de l'Université Mentouri 01.

Le but majeur de ce rendez-



Ph. DR

vous artistique est de promouvoir les musiques ancestrales algériennes, encourager les jeunes à prouver leur talent, ouvrir plus d'espaces artistiques au public et donner un autre souffle à la scène artistique algérienne. D'ailleurs, les formations musicales participant à cette première édition sont apparues dès la dernière décennie. Avec le travail sérieux qu'ils font, le talent de leurs membres et le



niveau technique respectable qu'ils ont réussi à s'imposer sur la scène nationale et magrébine. C'est le cas, à titre d'exemple, des groupes El Dey, Freeklane, Djmawi Africa ou encore Imzad, qui ont participé à plusieurs manifestations nationales et internationales, donnant une belle image des jeunes artistes algériens.

Il est à noter que le ministère de la Culture a créé une cellule de coordination pour accélérer les travaux afin d'accueillir

la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015». Par ailleurs, les participants à la 19^e Conférence des ministres arabes de la Culture ont appelé, mardi à Ryad, (Arabie saoudite) à une «participation massive» à cette manifestation

Les conférenciers ont salué la réalisation par l'Algérie du Centre arabe d'archéologie à Tipaza qui sera réceptionné en milieu de l'année en cours.

A.S

RENDEZ-VOUS culturels

Institut français d'Alger
15 janvier :

Le duo Airelle Besson et Nelson Veras animeront une soirée de jazz.

Jusqu'au 23 janvier :

Exposition «L'Algérien et la Grande Guerre-Eclats de vie. Grand rendez-vous centenaire de la guerre 14/18», réalisée par les élèves du LIAD.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 31 janvier :

6^e Festival international d'art contemporain.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Jusqu'au 31 janvier :

7^e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Musée public national du Bardo

Jusqu'au mois de mars :

Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Maison de la Culture de Sétif

16 janvier :

Projection du long métrage de fiction «The Lunchbox».

Institut français d'Oran
13 janvier :

Un hommage sera rendu au cinéaste Mohamed Chouikh.

Galerie «L'Art à part»

Du 15 au 31 janvier :

Exposition du photographe Hocine Zaourar.

Maison de la culture de Tiaret

Du 18 au 24 janvier :

Festival national de la chanson engagée.

Maison de la culture de Koléa

Du 15 au 20 janvier :

Festival maghrébin de musique andalouse.

Capitale de la culture arabe 2015

Constantine fait fleurir le marché de la récupération

Le marché de la récupération fleurit ces derniers jours à la faveur des travaux de réhabilitation du patrimoine bâti menés ici et là dans l'ancien tissu urbain du centre-ville en prévision de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015». Des «débrouillards» sillonnent, dans un ballet incessant, les chantiers de réhabilitation jonchés d'une «avalanche» de matériaux divers, d'aluminium, de bois, de ferrailles, de tuyaux et autres objets. Les nombreux dégourdis rencontrés par l'APS lors de cette quête débridée sont formels : tous les produits, même usagés, sont «vendables», et quelquefois même au prix fort.

Entre le bruit assourdissant des perceuses et des coups de marteau, Kamel H., un jeune manœuvre, négocie avec un entrepreneur titulaire d'un marché de réhabilitation d'immeubles de la rue Larbi Ben M'hidi,

au centre-ville, l'achat d'un lot de canalisations usées. Visiblement bien rodé dans l'art du marchandage, le jeune homme conclut l'acquisition pour 1 000 dinars, et s'empresse de charger sa «cueillette» dans un petit véhicule utilitaire. D'un pas lesté, scrutant les chantiers de réhabilitation qui défilent tout au long de cette artère commerçante, Kamel confie à l'APS avoir «eu vent de la revente des divers matériaux usagers» et l'idée lui est venue de tenter sa chance pour gagner quelques dinars de plus, entre deux chantiers où il travaille à «la tâche».

Faisant feu de tout bois, le jeune affirme partir chaque matin à la recherche de «bonne affaire», à travers les chantiers qu'il juge «intéressants». Après avoir consulté, à la manière d'un homme d'affaires, un carnet d'adresses apparemment bien rempli, il confie qu'il a déjà un preneur pour la mar-

chandise qu'il vient d'acquérir. Au fil de la discussion, Kamel qui révèle avoir «beaucoup de commandes» pour la licobande, un revêtement en aluminium utilisé pour les devantures de magasins, espère «dénicher» l'affaire qui lui permettrait de réaliser une marge bénéficiaire encore plus confortable. La rénovation des toitures des maisons et des immeubles du vieux bâti, et le remplacement des anciennes tuiles rouges en terre cuite par de nouveaux revêtements modernes, draine une foule nombreuse à la recherche de vieilles tuiles. Ils viennent de Sétif, Batna et même Tébessa, dans l'espoir de conclure des affaires intéressantes. Maâmar B., un trentenaire originaire de Sétif, rencontré au boulevard Mohamed-Belouizdad où des dizaines d'immeubles font peau neuve, affirme à l'APS que la tuile est très demandée.

F.H.

«Maghreb des livres» à Paris

Des écrivains algériens au rendez-vous

Des nombreux écrivains algériens prendront part, les 7 et 8 février, au 21^e Salon littéraire «Maghreb des livres» à Paris, aux côtés de plus de 120 participants du Maghreb et d'Europe, indiquent les organisateurs.

Le «Maghreb des livres», un rendez-vous littéraire annuel, accueille des écrivains, des éditeurs, mais aussi des plasticiens et des bédésistes. Kamel Daoud, Salim Bachi, Yahia Belaskri, Amin Zaoui, Habib Ayyoub, Abdelkader Belarbi, Habib Tangour, Sarah Haïder, Maïssa Bey, Abdelkader Djemaï et Samir Toumi, comptent parmi les Algériens

invités à ce salon. Des éditeurs algériens comme Barzakh, Tira, Dar Khettab, El Ibriz, Apic, Dalimen, Media-Plus, Chihab, Casbah, seront présents au 21^e «Maghreb des livres». Des rencontres littéraires et des hommages à Ferhat Abbas, au romancier Rachid Mimouni ainsi qu'à l'ancien président tunisien Lahbib Bourguiba, à l'opposant marocain Mehdi Benbarka, assassiné en France dans les années 1960, et penseur franco-tunisien Abdelwahab Meddab, disparu récemment, sont également prévus. Comme chaque année, le «Maghreb des livres» qui met à l'honneur cette année les Lettres tuni-

siennes, devra consacrer une grande bibliothèque comprenant plus de mille titres entre romans, nouvelles, poésie et BD édités en 2014 en arabe, français ou en tamazight dans les pays du Maghreb, en France, en Belgique ou encore au Canada.

Le Salon «Maghreb des livres» a été créé en 1994 par «Coup de Soleil», une association fondée en 1985 qui œuvre au «renforcement des relations entre les Maghrébins établis en France (...) et la mise en valeur de l'apport culturel de cette communauté à la société française».

D.K.

Coup-franc direct



La politique de l'autruche

Par Anouar M.

Les responsables de la balle ronde nationale ne semblent pas enclins à aider les clubs à prendre une certaine dimension et aller de l'avant. En fait, ils sont un facteur bloquant et s'entêtent à appliquer leurs propres lois. Pour eux, la logique veut que les règles et les lois régissant le football algérien soient figées et que rien ne change, préférant se cacher derrière cet argument pour refuser des décisions qui, pourtant, peuvent donner une autre dimension au football algérien. Ces responsables feraient mieux de répondre aux exigences du football moderne en établissant des lois flexibles pour aider les clubs professionnels, notamment, au lieu de les bloquer. Pourquoi interdire à un club d'engager une star mondiale s'il a les moyens de sa politique ? En quoi cela gênerait les joueurs algériens qui, au contraire, ne seront que ravis de côtoyer une vedette internationale qui a participé à des compétitions prestigieuses et sociétaire de plusieurs championnats étrangers. Les institutions gérant le football doivent revoir certaines choses s'ils souhaitent éviter d'autres grincements de dents et afin de faciliter la tâche de la gestion des différents championnats.

A. M.

Mondial 2015 de handball

L'expérience, atout principal de Zeguili

L'entraîneur algérien Réda Zeguili mise énormément sur l'expérience en convoquant pas moins de 14 joueurs ayant au moins une participation au championnat du monde, selon la liste des 18 joueurs retenus pour le Mondial-2015 de handball au Qatar (15 janvier-1^{er} février).

Devant affronter des adversaires de gros calibre au niveau du groupe C qui comprend outre l'Algérie, la France, la Suède, la République tchèque, l'Islande et l'Egypte, l'entraîneur national et également celui du GS Pétroliers, a retenu quatre «bleus» qui joueront leur premier Mondial, à savoir, le gardien Benmenni, Chentout, Kaâbache et Boukhmis. Ce dernier aura l'opportunité de disputer son premier Mondial à l'âge de 34 ans. Quatre joueurs (Slahdji, Berkous, Boulitif et Berriah) comptent à leur actif quatre participations au Mondial (en comptant celui de 2015), alors que 9 joueurs disputeront à Doha leur 3^e championnat du monde. Une autre particularité concerne les joueurs El-Hadi Biloum et Belgacem Filah qui effectuent leur



retour au Mondial après 10 ans d'absence puisque leur dernière participation remonte à 2005 en Tunisie. Le record de participation aux joutes mondiales est détenu par le duo Abderrazak Hamad et Hicham Boudrali avec six Mondiaux chacun. Le coach algérien a également misé sur l'âge en sélectionnant presque la moitié de l'effectif (8 joueurs sur 18) possédant 30 ans ou plus. Daoud (23 ans), Kaâbache et Hamoud (24 ans) sont les joueurs les plus jeunes de l'équipe nationale. Par ailleurs, 12 joueurs du championnat algérien, dont 7 du GS Pétroliers, figurent sur la liste des partants pour Doha.

Open africain de judo 37 pays dont l'Algérie au rendez-vous de Tunis

Des judokas de 37 pays, dont l'Algérie, sont annoncés à l'Open africain de Tunis-2015 (juniors/seniors, garçons et filles), prévu les 17 et 18 janvier au palais des sports d'El Menzah et qualificatif aux prochains Jeux Olympiques de Rio en 2016, rapporte mardi la presse tunisienne. Outre l'Algérie et la Tunisie, le tournoi enregistrera également la participation du Maroc, Sénégal, Cameroun, Nigeria, Afrique du Sud, Niger, Botswana, entre autres, alors que l'Egypte sera absente de ce rendez-vous, ajoute la même source. En plus des pays africains, la compétition verra la présence de judokas de France, d'Espagne, d'Italie, etc. Le tournoi de Tunis, dont les points sont comptabilisés pour la qualification aux JO de Rio de Janeiro, sera une étape de préparation pour les athlètes africains au prochain championnat d'Afrique, prévu en avril 2015 au Gabon, et au championnat du monde qui se tiendra au



Kazakhstan en août prochain. En marge de l'Open africain de Tunis, un stage sera organisé à l'intention des entraîneurs et arbitres africains, ainsi qu'un test pour les arbitres femmes africaines et un autre test pour les arbitres internationaux. 247 arbitres représentant les cinq continents seront candidats pour le test d'arbitre international qui sera supervisé par l'Espagnol Juan Carlos Barkos, président de la commission d'arbitrage de la Fédération internationale de judo.

Equipe nationale Les Verts aujourd'hui à Malabo

La sélection nationale de football se rend aujourd'hui en Guinée équatoriale, plus exactement à Malabo, pour y disputer la CAN qui débute le 17 janvier prochain. Les Verts voyageront à bord d'un avion spécial affrété par Air Algérie et qui décollera de l'aéroport Houari-Boumediene d'Alger en début d'après-midi.

Par Anouar M.

Les Algériens arriveront à 17h à destination, avant de reprendre l'avion pour la ville où se joueront les matchs de la première phase, à savoir Mongomo. L'EN est attendu à 19h et devrait donc prendre son dîner avant de se reposer.

Il faut savoir que sur place la CAF a mis à la disposition de la sélection nationale le terrain d'entraînement de Mongomo, ce qui devrait permettre aux joueurs de se préparer dans les meilleures conditions possibles pour être fin prêts pour le premier match



L'EN sera en Guinée équatoriale aujourd'hui.

face à l'Afrique du Sud qui s'annonce très difficile. Il est vrai qu'il y aura certainement quelques imperfections concernant justement la préparation sur place, mais le staff technique devra faire avec et dépasser ce problème. Pour ce qui est du groupe, il faut savoir que le défenseur Rafik Halliche n'a pas encore repris et se trouve toujours à l'écart en raison d'une blessure qu'il a contractée avant le match amical face à la Tunisie.

Le coach des Verts, Gourcuff, craint qu'il ne puisse pas compter

sur lui pour le premier match face à l'Afrique du Sud et qu'il devra opérer un changement à ce poste. Il devrait donc compter sur Cadamuro, prêt à prendre sa place. De son côté, le gardien Zemmamouche est soumis, lui aussi, à des soins intensifs et souffre quelque peu du tibia. Malgré cela, le driver national ne perd pas espoir de le voir en Guinée équatoriale. En effet, ce dernier est la première solution de rechange en cas d'indisponibilité du portier numéro un, Mbolhi.

A. M.

CAN 2015

Le président équato-guinéen promet d'être prêt

Le président de la Guinée équatoriale, S. E. Obiang Nguema Mbasogo, a assuré que «tout est prêt» pour la réussite de la 30^e édition de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2015 de football qui débutera le 17 janvier, rapporte mardi le site officiel du gouvernement équato-guinéen.

«Les stades où les joueurs nationaux et expatriés qui participeront à cet événement sont désormais prêts», a affirmé le président lors de la réunion tenue au Palais des congrès de Ngolo (Bata), avec les autorités principales du pays, consacrée à la CAN-2015. Quatre villes de la Guinée équatoriale : Malabo, Bata, Mongomo et Ebebiyin, accueilleront



la 30^e édition de la CAN du 17 janvier au 8 février prochain. De même, il a averti que les mesures de prévention nécessaires ont été prises pour éviter un éventuel cas d'Ebola. Le chef d'Etat a invité tous les Equato-guinéens à se rendre aux stades

d'Ebebiyin, Mongomo, Bata et Malabo, pour encourager les 16 sélections africaines à l'occasion de cette fête nationale.

Match amical Burkina Faso bat Botswana

LE BURKINA FASO a battu le Botswana 2 à 0 en match de préparation à la CAN-2015, mardi à Nelspruit (Afrique du Sud). Les Burkinabè qui se préparent en Afrique du Sud, avaient largement battu le Swaziland 5 à 1 samedi, toujours à Nelspruit.

USM Alger

Les Rouge et Noir en forme

L'USM Alger s'est largement imposée contre la formation tunisienne de l'AS Marsa (première division) sur le score de 6 à 2, mi-temps (2-1) mardi au stade annexe de Rades (Tunis), en match amical de préparation pour la deuxième moitié de la saison. La nouvelle recrue des Rouge et Noir, l'attaquant ivoirien Manucho, s'est distingué en signant un doublé. Les autres buts de l'USMA ont été inscrits par Mohamed Seguer, auteur lui aussi d'un doublé, Andria et le jeune Mohamed Amrane. C'est le deuxième et dernier match amical des hommes d'Hubert Velud lors du stage hivernal en Tunisie après celui disputé samedi dernier contre le Club Africain (0-0). L'USM Alger, qui avait entamé la semaine dernière un stage de préparation à Tunis, devrait regagner Alger mercredi. A l'issue de la 15^e et dernière journée de la phase aller du championnat de Ligue 1,

l'USM Alger occupe la deuxième place au classement, à deux longueurs du leader le MO Béjaïa. Lors de la 16^e journée de L1, prévue le 20 janvier, l'USM Alger se déplacera à

Sétif pour affronter l'ES Sétif au stade 8-Mai 45. Les Rouge et Noir sont également qualifiés pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie où ils affronteront l'ASO

CR Belouizdad

Le Bosnien Milos Galin engagé

L'entraîneur du CR Belouizdad Alain Michel a décidé de retenir l'attaquant bosnien Milos Galin, soumis depuis quelques jours à des essais en vue de son recrutement lors du mercato hivernal, a-t-on appris auprès du club algérois. L'ancien joueur du club bosnien du NK Jedinsto, âgé de 24 ans, a été aligné lundi lors du match amical disputé en Tunisie face au MO Béjaïa, au cours duquel il s'est illustré en inscrivant un doublé (victoire 3-2). De son côté, l'attaquant de l'USM Alger, le Camerounais Ernest Nsombo, annoncé au CRB, devrait finalement atterrir à l'AS Marsa (L 1 tunisienne). Le Chabab se trouve actuellement à Sousse (Tunisie) pour un stage hivernal, en vue de la seconde partie de saison. Les coéquipiers de Rebbih ont donné la réplique, lors du premier match, à l'équipe réserve de l'ES Sahel (victoire 3-2). Il joueront leur troisième match mardi face à la formation de M'saken (L 2 tunisienne). Le CRB a clôturé la phase aller du championnat à la 10^e place du classement avec 20 points. Lors de la 16^e journée, marquant le début de la phase retour, fixée au mardi 20 janvier, le CRB accueillera le CS Constantine, au stade 20-Août 1955.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Chellata/ Béjaïa

L'assassin de Feldhen arrêté par la gendarmerie

«LE MEURTRE du jeune homme demeurant au village Feldhen (commune de Chellata), B.S. âgé de 32, a été élucidé», avons-nous appris de la cellule de communication du groupement de la gendarmerie hier. L'affaire remonte à la matinée du 1^{er} janvier. A 8h, la brigade de gendarmerie de Chellata a été alertée par le cousin de la victime sur la mort suspecte de celle-ci. Le corps inerte, était allongé sur le lit et maculé de sang. La police scientifique et technique qui s'est rendue sur les lieux en compagnie de la police judiciaire, a réuni les pièces à conviction et effectué des prélèvements d'empreintes digitales qui se trouvaient sur le lieu du crime. Après exploitation de ces pièces à conviction et autres investigations menées en moins de trois jours, l'enquête a conclu à un crime. La

victime qui a organisé une soirée bien arrosée avec ses amis la soirée du 31 décembre, à l'occasion du nouvel an, a été mortellement agressée par B.R., 24 ans, au moyen d'un objet contondant après une altercation verbale. B.S. qui a quitté ses amis suite à la dispute, a été poursuivi par B.R. fou furieux qui l'a agressé violemment dans son domicile où il vivait tout seul. Il a utilisé un couteau appartenant à A.A (47 ans), alors que les deux autres jeunes en l'occurrence A.I. et Z.T. qui se trouvaient avec le groupe étaient au courant et n'ont pas pris la peine d'alerter les gendarmes sur cette affaire. «L'auteur du crime et ses complices ont été arrêtés et déferés devant le parquet d'Akbou qui les a écroués pour homicide volontaire avec préméditation à la prison», selon la même source. H.C.

Sedouk/Béjaïa

Un receveur de poste porté disparu

LE RECEVEUR du bureau d'Algérie Poste du village Ighil-Antar, dans la commune de Seddouk, en l'occurrence Djamel Boussaïd, est porté disparu depuis dimanche dernier en fin de journée. Il a été vu pour la dernière fois le jour de sa disparition vers 17 heures dans la ville de Seddouk, selon des sources locales qui précisent qu'il était présent la journée du dimanche à son poste de travail. Djamel Boussaïd est un père de

famille habitant M'ciska. Constatant son absence, sa a saisi directement la brigade de la gendarmerie de Béni Maouche qui s'est rendue au bureau de poste où aucun signe d'effraction n'a été relevé. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de cette disparition. La famille de Djamel Boussaïd a affiché un avis de recherche avec son portrait. H.C.

Tizi Ouzou

Un terroriste éliminé

LES ÉLÉMENTS d'un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) ont réussi, dans la nuit de mardi à mercredi, à neutraliser un terroriste au cours d'une opération antiterroriste dans les maquis d'Akbiil (50 km au sud-est de la wilaya de Tizi Ouzou), avons-nous appris de sources sécuritaires. Selon les indications fournies par nos

sources, cette élimination fait suite à l'embuscade tendue par les éléments de l'ANP, samedi dernier, à Ait Saada dans la commune de Yatafène. Au cours de cette embuscade un terroriste faisant partie d'un groupe armé a été abattu. A l'heure nous mettons sous presse, l'opération suit toujours son cours. H.M.

Un ouvrier meurt électrocuté

UN OUVRIER a trouvé la mort, hier mercredi, après avoir été victime d'une électrocution dans un chantier à Oudhias (35 km au sud de la wilaya de Tizi Ouzou), a-t-on appris auprès de la Protection civile. Selon les indications fournies par notre source, c'est vers 11h30 que le drame s'est produit quand la vic-

time B. Djilali (45 ans), s'affairant à ses tâches habituelles au deuxième étage d'un immeuble en chantier, a subi une décharge électrique depuis un fil sur une barre de fer qu'il tenait à la main. L'électrocution a été fatale pour la victime. Hamid M.

LE PRIX DU BARIL TOMBE AU PLUS BAS DEPUIS 2009



Loumis

Djalou@hotmail.com

Emballage des jus de fruits

Bientôt un règlement de fabrication

■ Un règlement technique organisant la fabrication nationale des jus de fruits devra être fin prêt vers la fin du premier trimestre 2015, conjointement élaboré entre l'Association des producteurs algériens de boissons (Apab) et le ministère de l'Industrie. C'est en tout cas ce qu'a indiqué, hier, Ali Hamani, président de l'Association des producteurs algériens de boissons (Apab), lors de la présentation du guide d'utilisation des emballages réalisé par l'Apab à l'Hotel Hilton, Alger.

Par Lynda Naili Bourebrab

Actuellement en écriture, ce texte, premier du genre pour l'ensemble de la filière agro alimentaire, devra en effet déterminer tout le processus de production des jus de fruits dont essentiellement les conditions de fabrication et le système d'emballage, a indiqué M. Hamani. Il s'agit en fait de déterminer pour les professionnels de la filière les conditions d'emballage, les appellations de produits (contenu) et l'emballage (contenant), la dénomination, le système d'emballage et les différents types.

D'autre part, s'agissant du recyclage de l'emballage, activité embryonnaire en Algérie, un atelier de réflexion sera organisé

en collaboration avec la Société générale des techniques (SGT) pour la prise en charge des déchets d'emballage et trouver une forme juridique à une entité en charge de l'organisation de la filière. Laquelle société présentera le 24 du mois en cours le projet et une entité sera ainsi créée pour le ramassage de ces déchets d'emballage, a expliqué M. Hamani.

Pour ce qui concerne le guide d'utilisation de l'emballage dans l'industrie des boissons en général, il s'agit d'une orientation technique pour les producteurs de cette filière afin d'adapter l'emballage à la nature du produit, selon des experts présents à cette rencontre. «Le choix de l'emballage et la manière de son utilisation doivent être pertinents et rigoureux et doivent

tenir compte de divers paramètres liés notamment au produit et au processus technologique de fabrication. D'où l'utilité de ce guide», a estimé M. Hamani qui a relevé que ce guide pratique permettra aux industriels de la filière de s'adapter à leur environnement technique, commercial et réglementaire local mais aussi à celui des marchés étrangers.

Pour M^{me} Meriem Bellil, secrétaire générale de l'Apab, ce guide servira au choix du couple contenu-contenant avec l'objectif d'orienter de manière technique les producteurs sur l'utilisation du procédé adéquat avec le type d'emballage.

L. N.B.

Oum Teboul (El Tarf)

Saisie d'argent brut et de stupéfiants

LES SERVICES des Douanes algériennes et de la sûreté de wilaya ont saisi, ces dernières 24 heures à Oum Teboul, dans la wilaya d'El Tarf), 64 kg d'argent brut et plus de 5 kg de kif traité, a-t-on appris, hier, auprès de ces deux corps constitués.

La quantité d'argent brut a été découverte dissimulée à bord d'un véhicule de tourisme conduit par un contrebandier de 30 ans qui tentait de l'introduire

frauduleusement en Tunisie, a-t-on indiqué à la direction des douanes, précisant que l'argent, d'une valeur de 6 millions de dinars, ainsi que le véhicule ont été saisis.

Par ailleurs, les éléments de la police judiciaire d'El Tarf ont saisi, toujours à Oum Teboul, plus de cinq kg de résine de cannabis (kif traité), selon les services de la sûreté de wilaya.

Exploitant une information «sûre», les services de la police

ont d'abord appréhendé un premier suspect en possession de 15 grammes de kif traité avant que l'enquête ne les conduise à arrêter 3 autres acolytes à bord d'une camionnette contenant 5 kg de drogue. Poursuivis pour association de malfaiteurs, détention de produits stupéfiants et d'armes blanches prohibées, trois individus ont été écroués tandis qu'un quatrième a été placé sous contrôle judiciaire.

Ghani Y.